



HAL
open science

Zanzibar indépendant en 2015 ? Révision constitutionnelle, islam politisé et revendications séparatistes

Marie-Aude Fouéré

► **To cite this version:**

Marie-Aude Fouéré. Zanzibar indépendant en 2015 ? Révision constitutionnelle, islam politisé et revendications séparatistes. 2012. halshs-01199260

HAL Id: halshs-01199260

<https://shs.hal.science/halshs-01199260v1>

Submitted on 15 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

MAMBO!

Recent research findings in Eastern Africa

Zanzibar indépendant en 2015 ?

Révision constitutionnelle, islam politisé et revendications séparatistes

Marie-Aude Fouéré

Volume X n° 2 - 2012

Dans l'archipel de Zanzibar, en République Unie de Tanzanie, les revendications séparatistes, autrefois énoncées à mots couverts, sortent de l'ombre. Audibles (elles sont déclamées au son des micros), visibles (elles s'étalent sur les murs), elles ne sont plus muselées par le gouvernement qui donne aisément son aval à la tenue de ces prises de position publiques. Elles gagnent en popularité auprès d'une population mobilisée par les espoirs de développement économique et social qu'une souveraineté nationale, parce qu'elle est présentée comme un gage du contrôle de la destinée des îles par ses habitants, semble annoncer. On constate que ce sont les organisations musulmanes qui occupent le devant de la scène, prônant des imaginaires de la nation zanzibarienne qui associent culture, religion et souveraineté. Les deux partis politiques qui se partagent la scène politique depuis la réintroduction du multipartisme en 1992, le CCM et le CUF, restent silencieux : ce silence est moins le signe d'une démission que d'un soutien tacite à la sécession de Zanzibar.

Introduction

Kibanda Maiti est un vaste espace ouvert, dans le quartier de Mwembe Chai, à quelques pas de la vieille ville de Stone Town, où se tiennent régulièrement les grandes réunions des partis politiques des îles de Zanzibar. Ainsi, lors de la campagne électorale pour les quatrièmes élections générales multipartistes en 2010, le meeting de clôture du parti alors au pouvoir (le CCM, Chama Cha Mapinduzi ou Parti de la Révolution) s'y est tenu, rassemblant à quelques jours du scrutin, fin octobre, une foule compacte et électrisée de partisans. D'autres groupes activistes non enregistrés en tant que partis politiques peuvent recevoir l'autorisation d'y organiser des rassemblements, comme, en ces 03, 04 et 05 mars 2012, Jumuiya ya Uamsho na Mihadhara ya Kiislam (JUMIKI, l'association pour l'éveil et la propagation de l'islam)¹. L'objectif de ces réunions était clairement affiché : mobiliser la population zanzibarienne pour revendiquer l'indépendance de Zanzibar : «Si nous sommes unis nous gagnerons. Le chemin sera très long pour pouvoir réclamer notre pays. Il faut de la patience et de la coopération pour pouvoir nous assurer que nos îles seront libres. La décision nous revient à nous, musulmans.

¹ Voir le site Internet de *Uamsho* : <http://uamshozanzibar.wordpress.com/>. Littéralement, le terme *muhadhara* (pluriel *mihadhara*) désigne les lectures publiques (de type sermons, prêches) des imams et érudits musulmans tenus dans les mosquées ou les écoles coraniques.

Ce n'est pas à d'autres de nous dire comment faire» (04 mars 2012).

De la révision à la rupture de la Constitution de Tanzanie

La réunion du 04 mars à Kibanda Maiti ici donnée en exemple n'est qu'un cas d'une série de rassemblements organisés par Uamsho (tel qu'elle est couramment appelée par les Zanzibaris) qui se sont tenus depuis une semaine en ville et dans sa périphérie, et doivent être répliqués dans les zones rurales des îles dans les semaines à venir. Ces rassemblements s'inscrivent eux-mêmes dans un ensemble d'initiatives lancées dès 2011 par des organisations civiles et religieuses de Zanzibar pour prendre part au processus de révision de la Constitution de la République Unie de Tanzanie, débuté avec le nouveau quinquennat 2011-2015. Arguant de «faire entendre la voix des citoyens ordinaires», ces initiatives entendent contrer l'appropriation de ce processus de révision constitutionnelle par l'expertise technocrate. Elles sont donc portées par des collectifs qui se présentent comme des intermédiaires entre le peuple et l'élite politique, dont les membres ont été éduqués dans la tradition savante coranique et/ou dans la tradition critique européenne. L'année 2011 a ainsi été marquée par un



Quartier de Mwanakwerekwe, 11 mars 2012

programme de discussions et de débats publics organisés conjointement par un institut de recherche dirigé par l'historien Abdul Sheriff (ZIORI, Zanzibar Indian Ocean Research Institute), des organisations spécialisées en droit (ZLSC, Zanzibar Law Services Centre et ZLS, Zanzibar Law Society) et des associations musulmanes (*Uamsho*, déjà citée, et l'Association des Imams de Zanzibar, JUMAZA). Fortement médiatisées localement, ouvertes par les interventions de personnalités universitaires ou de professionnels réputés, généralement des juristes (tel Issa G. Shivji²), invités pour discuter des procédures et modalités de révision de la Constitution à partir d'arguments historiques et légaux, ces rencontres étaient l'occasion pour le public de faire entendre sa voix. Un long moment était en effet consacré aux commentaires et questions issus de la salle, suivis des réponses des interve-

2 Issa G. Shivji, professeur en droit issu de l'école marxiste de l'Université de Dar es Salaam dans les années 1970, alors qu'y enseignaient des intellectuels célèbres dans le monde universitaire africaniste (Terence Ranger, Walter Rodney,...), est une des figures les plus connues de la scène intellectuelle tanzanienne au plan national, et reconnue à l'international. Il a publié de nombreux ouvrages.

nants. Bien qu'explicitement destinées à l'ensemble des Zanzibaris et cherchant à attirer les populations peu lettrées des îles, ces rencontres ont de fait principalement rassemblé un public composé d'individus éduqués, issus des classes supérieures, à savoir urbaines, lettrées et, dans certains cas mais non systématiquement, relativement aisées de Zanzibar³.

Ces débats constitutionnels n'ont rien de bien nouveau à Zanzibar. Depuis la création de l'Union entre le Tanganyika et Zanzibar le 26 avril 1964, qui a donné naissance à la République Unie de Tanzanie⁴, et surtout depuis les années 1970 lorsque les espoirs de développement économique et social ont laissé la place à la désillusion⁵,

3 Observations personnelles (mars 2011).

4 Zanzibar jouit d'un statut de semi autonomie au sein de la République unie de Tanzanie. Le traité d'Union entre l'ancien Tanganyika et Zanzibar instaure une structure bi-gouvernementale. Les îles conservent un gouvernement indépendant et possèdent leur pouvoir législatif (la Chambre des Représentants) ; elles gèrent les affaires internes telles l'éducation, la culture, la santé. L'Union (gouvernement de la République; Parlement national) s'occupe des affaires nationales telles la défense, l'intérieur, les affaires étrangères, les douanes, etc.

5 Dans les années 1970, les îles ont été touchées par la pénurie, les rationnements et l'appropriation des ressources publiques et privées (terres et terrains, bâtiments historiques) par l'élite politique.

les mécontentements se font sentir, bien que les appels publics à une plus grande autonomie politique des îles, parfois même à l'indépendance, ont été fortement contrôlés par un gouvernement autoritaire⁶. La décennie 1990, marquée par la réintroduction du multipartisme et la démocratisation de la vie politique, a rendu possible l'expression accrue de ces mécontentements dans l'espace public, que renforçait l'empiètement croissant de l'Union sur les prérogatives politiques insulaires⁷. Depuis sa formation en 1992, le parti politique d'opposition du CUF (Civic United Front) était le dépositaire de ces espoirs de remise sur pied économique, sociale et politique des îles par la révision du traité d'Union. Il défendait le principe de mise en place d'un système à trois gouvernements: le gouvernement de Zanzibar, le gouvernement de la Tanzanie continentale (ancien Tanganyika), et un gouvernement de l'Union traitant des affaires communes telles que définies par un traité d'Union révisé, respectueux de la souveraineté de chacune des parties.

La grande nouveauté depuis les dernières élections générales d'octobre 2010 est l'entrée des organisations musulmanes réformistes⁸ dans le jeu politique par la grande porte. Certes, l'islam n'a jamais été déconnecté du politique, contrairement à la grande maxime tanzanienne requérant la séparation du religieux et du politique («Don't

6 A. Crozon, «Zanzibar en Tanzanie : une histoire politique mouvementée», in C. Le Cour Grandmaison & A. Crozon, *Zanzibar aujourd'hui*, Paris: Karthala-IFRA, 1998, p.113-139.

7 H. Othman, & P. M. Chris, *Zanzibar and the Union Question*, Zanzibar: Zanzibar Legal Services Centre, 2006.

8 Le terme de «réformisme» désigne un courant conservateur de retour au texte du Coran, et se caractérise par la condamnation des innovations religieuses (*bidaa* en swahili, voir note 12) considérées comme contraires aux préceptes coraniques et à la sunna (tradition du Prophète).

mix religion and politics !» exhortait Julius Nyerere, le premier président de Tanzanie, dès l'indépendance, avant d'instaurer la séparation de l'Église et de l'État⁹. Non seulement certaines organisations musulmanes soutenaient le CUF, mais des membres du CUF leur étaient affiliés, fidèles ainsi à la tradition du «nationalisme civilisationnel»¹⁰ zanzibari appuyé, entre autres, sur des références à la pratique partagée de l'islam dans les îles. Le CCM aussi avait ses relais dans la sphère religieuse. Les mosquées, loin d'être des espaces neutres, ont donc été des lieux de mobilisation politique. Mais depuis 2011, les associations de l'islam réformiste se démarquent du soutien en sous-main de l'opposition politique tel qu'il se faisait par le passé, ou de leur engagement dans des initiatives conjointes d'éducation et de débats citoyens concernant la révision de la Constitution: elles organisent seules ces meetings sur la Constitution; elles s'engagent ouvertement non pas simplement pour la révision de la Constitution, mais pour sa rupture, se positionnant donc ouvertement pour l'indépendance de Zanzibar; elles tiennent ces meetings sous la forme de *mihadhara*, à savoir de lectures publiques du type du sermon associant politique, foi et moralité. On peut penser que la déclaration tonitruante du leader de l'Association des Imams de Zanzibar, lors d'une autre rencontre organisée le 09 avril 2011 pour recueillir l'avis des citoyens sur le premier projet de Constitution, a symboliquement marqué l'entrée dans un engagement politique à découvert des organisations musulmanes: déclarant que la

«dictature de Nyerere»¹¹ était arrivée à bout de souffle, l'imam Farid Hadi Ahmed a déchiré le texte de projet constitutionnel devant les caméras de télévision. Le public, échauffé, scandait en cœur «L'Union, nous n'en voulons pas».

Un islam politisé sans détour

Uamsho est une association musulmane regroupant différents groupes sunnites autour d'un imam et d'une mosquée. Ces groupes ont pour point commun de se définir comme des *ansar as-sunna* («auxiliaires de la Sunna»), c'est-à-dire des activistes radicaux d'obédience salafiste (ou wahabbite) inspirés par la tradition sunnite réformiste de la péninsule arabique qui accorde la primauté au Coran et à la tradition (*sunna*) du Prophète. Héritiers d'un courant réformiste introduit en Afrique de l'Est au 19^{ème} siècle, ces groupes s'opposent à l'islam historique majoritairement pratiqué sur la côte et dans les îles, à savoir l'islam de tradition soufi représenté par les trois grandes confréries (ou *tarika*, littéralement «la voie») que sont la Qadiriyya, la Shadiliyya et la Alawiyya¹². Ce courant

salafiste est de plus en plus influent au plan religieux car de nombreux imams de Zanzibar ont été formés en Arabie Saoudite ou en Egypte, grands pays réformistes, ou dans des écoles des îles délivrant les enseignements de cet islam réformiste. Il l'est aussi au plan social et culturel, puisque les principes rigoristes de la loi islamique vus par les réformistes gouvernent de manière croissante les conduites et stylistiques



L'Association des Imams

de vie au quotidien (fréquentation assidue des mosquées par les hommes; port du voile intégral, noir, par les femmes; mobilisations contre les bars et boîtes de nuit, parfois violentes, plusieurs bars ayant été incendiés en 2010). Toutefois, ce courant ne fait pas encore l'unanimité chez des populations swahilies fortement attachées aux célébrations festives typiques du soufisme côtier, et portées, en raison d'un cosmopolitisme et d'un transnationalisme ancien et toujours actuel, à s'approprier les innovations venues d'ailleurs. Par dérision, ces érudits réformistes et leurs fidèles sont appelés des *watu wa bidaa* (les moralisateurs, les rigoristes; litt. «les gens des innovations religieuses impropres»¹³).

Karthala, 1987.

9 L'implication de l'islam dans les activités politiques a été notable pendant la période de lutte pour l'indépendance puis pendant la période du régime de parti unique, entre 1964 et 1992. Les chefs musulmans ont usé de leur autorité et position pour mobiliser un soutien au parti unique.

10 J. Glassman, *War of Words, War of Stones. Racial Thought and Violence in Colonial Zanzibar*, Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 2011.

11 Le Traité d'Union a été passé entre le président du Tanganyika, Julius Nyerere, et le président de Zanzibar, Abeid Amani Karume. Il est commun d'entendre dire, à Zanzibar, que Nyerere aurait forcé cette Union dans le but de nuire au développement social et économique de Zanzibar, et de contrôler l'expansion de l'islam en Tanzanie continentale – d'où l'expression utilisée dans les cercles nationalistes, et aujourd'hui répandue dans la population, de «dictature de Nyerere». Voir par exemple les Mémoires, très influentes, du leader du premier parti nationaliste de Zanzibar, Ali Muhsin al-Barwani, comparant Nyerere à Hitler : «Nyerere has destroyed everything that he has ever handled. Hitler built then destroyed everything by his mania. But this man [Nyerere] is worse. (...) He has destroyed Zanzibar and all its fine orchards and plantation of clove trees and coconut palms (...)», *Conflicts and Harmony in Zanzibar* (Mémoires), Dubaï, 1997, p.162.

12 Pour une présentation générale, voir A.H. Nimtz, *Islam and Politics in East Africa. The Sufi Order in Tanzania*, Minneapolis, Minneapolis University Press, 1980; F. Constantin (eds), *Les voies de l'islam en Afrique orientale*, Paris,

13 Ces *bidaa* renvoient aux manières de s'habiller et de se comporter (incluant le recours à la musique et à la danse) qui sont considérées violer les préceptes coraniques de rigueur, de discipline, de moralité, de séparation des genres; ils visent donc des pratiques propres à la tradition islamique soufi d'Afrique orientale comme les célébrations de *manlidi* (prières 'chantées' hors des mosquées, avec usage de tambourins, et recours à des mouvements rythmés du corps), les *zikir* (célébrations de dieu par la répétition du

Renouant avec un patriotisme imprégné de religiosité (ici, d'islamité) qui a porté un des deux grands courants nationalistes des îles depuis la période de la lutte pour l'indépendance¹⁴, à savoir ce nationalisme civilisationnel déjà mentionné, *Uamsho* se fait donc aujourd'hui tribun pour défendre l'indépendance de Zanzibar. L'association se positionne sur l'échiquier politique tout en agissant pour la propagation de l'islam réformiste, faisant du Coran l'unique Constitution et des principes de la loi islamique les règles de la vie en société et de moralité en politique. Les *mihadhara* d'aujourd'hui exemplifient cet engagement: les prêches des prédicateurs sont ouverts et clos par des prières; l'argumentaire développé pour défendre l'indépendance de Zanzibar est appuyé sur la lecture et l'interprétation de passages sélectionnés du Coran; la moralité en politique est présentée comme devant résulter de l'application des principes musulmans tels qu'ils se donnent dans le Coran; le public est sommé de ne pas applaudir mais de lever le bras en signe d'approbation; les hommes et les femmes sont maintenus séparés – les uns debout faisant face à la tribune, les autres assises sur des nattes déployées bien derrière la tribune. Lors d'une *muhadhara* tenue dans la périphérie de la ville de Stone Town, dans le quartier de Mwanakwerekwe, le 11 mars, les discours se sont clos par une longue annonce portant sur la question de l'alcool et des bars de quartiers. Que *Uamsho* entre dans la

mot Allah, sur un mode 'chanté' favorisant l'entrée en transe, et parfois avec usage de tambourins) et les *ziara* (processions et prières sur les tombes des grandes figures religieuses, imams, clercs, saints).

14 Voir notamment les Mémoires du leader nationaliste Ali Muhsin al-Barwani (*Ibid.*), qui témoignent de l'articulation entre nationalisme et foi islamique (par exemple, « The people of Zanzibar should imbibe a religiously motivated patriotism », p.271; « The revolution was the nationalist revolution which inspired unity, and moral rectitude. It was a revolution based on the teachings of God as expounded by our parents, our teachers in schools and mosques (...) », p.272.

catégorie de l'islam politisé est donc évident. Ses membres, bien conscients des objections qui pourraient leur être faites, consacrent d'ailleurs une bonne partie des lectures publiques à contrer des détracteurs éventuels, arguant que le religieux et le politique sont une seule et même chose.

La place pour la défense de la souveraineté des îles est laissée vacante par les partis politiques qui ont pieds et poings liés : la législation interdit en effet qu'un parti enregistré au niveau national prône la rupture de l'Union entre Zanzibar et la Tanzanie continentale. Alors que le CCM, au pouvoir depuis l'indépendance, a toujours célébré l'Union – notamment pour la raison que les élites politiques de Zanzibar doivent à l'Union leur maintien au pouvoir¹⁵ – on entend dire que nombreux sont aujourd'hui des politiciens influents et des membres du gouvernement issus de ce parti à souhaiter l'indépendance des îles. De même, au sein du CUF, qui s'est toujours déclaré en faveur d'un système gouvernemental tripartite, l'idée du séparatisme semble aujourd'hui acquise, si ce n'est chez les élites, en tout cas chez les partisans de base. Ainsi, sur la place de Jaws Corner, bastion des radicaux du CUF situé au cœur de Stone Town, le tableau noir sur lequel, à la craie, s'écrivent et s'effacent quotidiennement des messages politiques, portait pendant près de 2 semaines une inscription sans appel: « Nous ne voulons aucune sorte d'Union à Zanzibar » (voir photo). Cette exhortation s'accompagne d'une pétition, à destination du représentant des Nations Unies à Zanzibar, qui circule pour recueillir les signatures

15 Voir l'analyse du politiste Ben Rawlence qui se clôt par cette question toute rhétorique: « jusqu'à quand le gouvernement de l'Union va-t-il aider l'administration de Zanzibar à conserver le pouvoir ? » (B. Rawlence, « Briefing : The Zanzibar Election », *African Affairs*, vol. 104, n° 416, 2005, p. 522). Se référer aussi à M.-A. Fouéré, « Chronique des élections de 2010 à Zanzibar », *Politique africaine*, n°121, 2011, pp. 127-145.

de partisans de l'indépendance et requérir la tenue d'un référendum sur l'indépendance des îles. Moins visible, la mobilisation civile et partisane n'est donc pas totalement absente dans un climat politique plein d'espoir en ce début d'année 2012.



"Nous ne voulons aucune sorte d'Union"

Conclusion

Entre exhortation des associations musulmanes, mobilisation des citoyens et soutien tacite et discret des partis politiques, Zanzibar se monilise pour son autonomie, si ce n'est son indépendance, stimulée par les espoirs de développement économique et social qu'une souveraineté nationale semble annoncer. Les activistes musulmans se positionnent fortement sur l'échiquier politique, défendant un modèle politique où la *sharia*, la loi islamique, doit gouverner. Les réactions de l'Union face à ces initiatives se font attendre tandis que, toute à l'unité retrouvée au travers de ces revendications séparatistes, les Zanzibaris éludent encore la question de savoir qui prendrait concrètement en main la destinée des îles si celles-ci devaient finalement accéder à l'indépendance.

Marie-Aude Fouéré, anthropologue, est directrice adjointe de l'IFRA.

Note: Les points de vue et analyses exprimés dans cet article n'engagent que l'auteur et aucunement l'IFRA.